

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS-DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUSSLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n^o 34, et Place de la Bourse, n^o 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

APRÈS LE VOYAGE

Le voyage de Guillaume II à Londres, aura-t-il dans l'avenir les graves conséquences que quelques écrivains étrangers se plaisent à lui attribuer ? Nous l'ignorons, et nul, à l'heure qu'il est, ne saurait formuler, sur ce point, une affirmation qui mérite quelque créance.

Ce qui est certain, toutefois, c'est que si Guillaume II et son entourage sont satisfaits de la réception qui lui a été faite en Angleterre, il n'en est pas de même du peuple allemand.

Sans doute, les Anglais n'ont pas ménagé leurs flatteries au fils de l'empereur Frédéric. On sait qu'il y est extraordinairement sensible. Mais ces flatteries n'ont trouvé aucun écho au-delà du Rhin, où l'on se défie de la Grande-Bretagne, parce que l'on connaît son profond égoïsme et sa mauvaise foi.

Et puis, le peuple allemand comprend parfaitement que la conduite de son souverain, en cette circonstance, n'a été rien moins que logique et honorable. Il comprend aussi que Guillaume II qui, jadis, avait pris en main la cause des Boërs, et s'était montré leur protecteur contre l'appétit insatiable de l'Angleterre, vient de les trahir honteusement et que les îles Samoa ont été le pourboire de ce souverain, le prix du sang boër répandu sur les champs de bataille du Transvaal.

Certes, Guillaume II n'a pas lieu d'être fier, et nous comprenons que ses sujets ne soient pas satisfaits du marché qu'il vient de conclure avec le cabinet de Saint-James, à propos de la convention relative au chemin de fer transafricain.

C'est en vain que certains journaux anglais chantent victoire, à propos du voyage du souverain allemand et parlent, comme conséquence de ce voyage, de la possibilité, à brève échéance, d'une entente entre l'Angleterre et l'Allemagne. Ils voudraient faire croire au monde que l'amitié la plus étroite règne entre les deux pays, et que, dans un avenir rapproché, ils agiront de concert.

Les Allemands, qui n'ont aucune raison de favoriser les visées de l'Angleterre, dédaignent ses avances. Ils savent pertinemment qu'elles sont uniquement inspirées par l'égoïsme et l'intérêt. Ils ne se font aucune illusion sur les véritables intentions du gouvernement de la reine Victoria, qui est peu habituée à donner sans rien recevoir, ni sur les compensations que pourra recevoir Guillaume II pour prix de ses palinodies et de sa trahison à l'égard des Boërs.

Les Allemands sont gens positifs ; ils n'ont pas coutume de lâcher la proie pour l'ombre, ni de faire du sentiment quand leurs intérêts sont en cause. Nous en savons quelque chose, nous autres Français, qui les avons vus à l'œuvre en 1870.

En mettant les choses au pire, en admettant qu'un rapprochement sérieux vienne à se produire entre l'Allemagne et l'Angleterre, que pourra-t-il en résulter ?

Quelques hommes politiques se sont déjà posé cette question et ont essayé d'y répondre.

Suivant quelques-uns, cette entente serait dirigée contre la France et la Russie, dont les colonies seraient menacées.

D'autres hommes politiques pensent que l'alliance anglo-allemande serait complétée par une alliance avec les Etats-Unis d'Amérique et avec le Japon, et deviendrait la quadruple alliance, dont le but serait de faire main basse sur le continent asiatique et sur le continent africain.

Nous n'ignorons pas que l'Angleterre et l'Allemagne ont un appétit féroce et que ce ne sont pas les scrupules qui les gênent. Mais ces deux appétits et ces deux égoïsmes pourraient-ils demeurer longtemps d'accord, surtout lorsqu'il s'agirait de se partager les dépouilles ? C'est peu probable. On se brouillerait quand viendrait le moment de régler les comptes.

Quoi qu'il en soit, la France et la Russie son alliées, ne sauraient voir sans défiance le rapprochement qui vient d'être scellé entre l'Allemagne et l'Angleterre, sur le cadavre du Transvaal, car ce rapprochement est pour elles et surtout pour la France, une menace.

C. R.

LA HAUTE COUR

Audience du 12 décembre 1899

Cailly, Dubuc et Brunet sont absents. La séance commence dans le calme, par l'audition des témoins au sujet de la manifestation d'Auteuil ; que tous affirment, avoir été spontanée.

Même déclaration de la part du baron de Christiani, l'agresseur de M. Loubet.

Tous les témoins royalistes et réactionnaires, font semblable déclaration.

M. Lemercier, juge d'instruction qui instruit l'affaire Christiani, déclare que sa conviction est que la manifestation était préparée.

À cette audience sont entendus également Dufeille, ancien chef du cabinet politique du duc d'Orléans, qui témoigne en faveur des accusés, de Chevilly, de Ramel ; M. le comte d'Hausonville, académicien, qui fait l'éloge de Godefroy, son ancien secrétaire ; M. Lebon, ancien ministre, qui donne à ce dernier un certificat d'antidémocratie ; et d'autres encore qui font de pareilles déclarations, tels que M. le comte Bastard d'Estang, le comte de Molet de la Bouillèrie, Jolivet etc., etc.

Le colonel Pouland, ancien supérieur hiérarchique du comte de Sabran, vient faire l'éloge de ce dernier.

M^e Jacquier développe des conclusions, tendant à obtenir la comparution de M. de Dion.

Le procureur général combat ces conclusions, que la Haute-Cour, en séance secrète repousse à mains levées.

Audience du 13 décembre 1899

M. André Buffet est revenu au banc des accusés. MM. de Sabran, Ballière, renoncent à l'audition, le 1^{er} de 18 témoins, le 2^e de 14.

Puis le défilé des témoins à décharge continue, par MM. de Villemandy de la Meynière, Guérard, ancien secrétaire général du syndicat des ouvriers des chemins de fer, qui cherchent à prouver que M. Buffet a été étranger à toutes les manifestations royalistes.

M. Rougnon dit que M. Sabran n'a ja-

mais pratiqué l'embauchage des manifestants.

M. Leproust, à qui cette déclaration avait été faite, affirme avoir entendu M. Rougnon après l'instruction de l'affaire.

Une discussion s'engage entre M. de Sabran et le procureur général au sujet des embauchages.

M. Bulot, procureur de la République, dit qu'au cours des perquisitions opérées sous le ministère Dupuy, à l'occasion du procès des Lignes, on découvrit des documents très graves, mais le ministère refusa de poursuivre.

MM. Buffet, Godefroy protestent contre la divulgation de certaines pièces mises sous scellés.

M. le baron Ducasse, cité par l'accusé de Bourmont, déclare que c'est lui qui, au cours d'un déjeuner, aurait dit à l'accusé qu'il croyait que le général Chanoine se prêterait à un coup d'Etat en faveur des royalistes.

Le colonel de Parseval dit que le parti royaliste n'est jamais sorti des voies pacifiques et légales.

M. Dufaure explique que le but de M. Buffet était la fondation d'un grand quotidien royaliste, qui, du reste, va paraître.

La séance est levée.

Le cas de M^e Hornbostel

Le conseil de l'ordre des avocats a examiné hier la plainte portée par M. Bérenger, président de la commission de la Haute-Cour, contre M^e Hornbostel, au sujet de quatre lettres que celui-ci lui avait écrites. Dès l'ouverture de la séance, M^e Ployer a lu son rapport, puis M^e Hornbostel a présenté ses explications. Après quoi, M^e Morillet a présenté la défense de son confrère.

Après une longue discussion, le conseil a prononcé contre M^e Hornbostel la peine de trois mois de suspension, avec confusion, c'est-à-dire qu'elle se confondra avec celle infligée, il y a une dizaine de jours, par la Haute-Cour, à M^e Hornbostel.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 12 décembre 1899

La Chambre discute le budget de la justice. M. Chastenot se plaint de deux innovations, la 1^{re} qui crée une nouvelle section de contentieux au Conseil d'Etat, la 2^e qui titularise les juges suppléants en accordant à ceux-ci un traitement. Il demande « la suppression des abus qui fourmillent dans l'administration de la justice. » M. Bertrand s'élève contre les considérables frais de justice.

M. Jacques Piou vient protester contre les abus qui se produisent dans l'administration de la justice criminelle. Il s'élève contre le crédit donné en justice aux rapports de police « qui viennent de source suspecte et souvent impure. »

M. Piou se plaint aussi que ces temps-ci on ait porté atteinte à la liberté individuelle : il proteste contre les arrestations des inculpés de la Haute-Cour, et contre la dissolution des Lignes antisémites, royalistes, tandis qu'on permet toujours les comités socialistes, maçonniques.

M. Augé parle en faveur de la réorganisation de la 1^{re} instance.

M. Lagasse présente ensuite des observations sur le recrutement de la magistrature, montrant que l'accès de cette corporation est toujours demeuré fort difficile aux jeunes gens d'un républicanisme éprouvé.

M. Monis, garde des sceaux, répond à tous les précédents orateurs et promet des réformes. M. Sembat parle de l'application des lois scélérates, dont on use à l'égard des socialistes, des vrais républicains comme Urbain Gohier.

M. Waldeck-Rousseau répond que la Chambre « ayant repoussé l'abrogation de ces lois, c'est donc qu'elles sont nécessaires. »

M. Ch. Bernard demande au garde des sceaux

pourquoi il ne bronche pas devant les attaques d'un journaliste qui lui reproche des faits ignobles.

M. Trannoy demande pourquoi on a poursuivi les membres de différentes Lignes, tandis qu'on laisse tranquilles les membres des Lignes socialistes. C'est la thèse de M. Piou, que le centre, et Méline dont M. Trannoy est le lieutenant, reprennent.

Il demande au gouvernement s'il entend se prêter aux agissements des socialistes et des internationalistes. On demande la clôture, qui est votée par 287 voix contre 237.

Au Transvaal

Décidément, les Anglais ne sont pas très heureux, dans leur guerre.

Après l'échec si considérable du général Gatacre, voici qu'on annonce encore que dimanche à Magersfontein, les troupes anglaises ont été battues. Elles ont eu de nombreux blessés et de nombreux morts et environ 150 prisonniers ont été laissés entre les mains des Boërs.

En somme, la situation des troupes anglaises est assez critique.

A Londres, on est dans la consternation. Adresses sur adresses sont envoyées aux soldats qui luttent, à leurs femmes, à leurs veuves, par la reine, par les princesses, par les princes, « dont le cœur saigne toujours ! »

Voici un échantillon de ces adresses :

« Sandringham, 9 décembre.

» Les malheurs qu'ont subis les veuves et orphelins dont les bien-aimés ont trouvé une belle mort en combattant pour leur reine et leur patrie, me font saigner le cœur. Que Dieu les aide et les console !

» ALEXANDRA, PRINCESSE DE GALLES. »

Hélas ! de bonnes, de consolantes paroles peut-être, mais que de mauvais résultats !

INFORMATIONS

La Statistique du Commerce français

Voici les documents statistiques publiés par l'administration des douanes sur le commerce de la France pendant les onze premiers mois de l'année 1899 :

Les importations se sont élevées du 1^{er} janvier au 30 novembre à 3 milliards 839 millions 066,000 francs, et les exportations à 3 milliards 549 millions 401,000 francs.

Pendant la même période, en 1898, les importations avaient été de 4 milliards 71 millions 157,000 francs. Il y a donc cette année une diminution de 473 millions 527,000 francs qui porte exclusivement sur les objets d'alimentation.

Les exportations présentent, comparative-ment aux onze premiers mois de 1898, une augmentation totale de 42 millions 369,800 francs.

La balle de M^e Labori

Hier, à la 9^e chambre correctionnelle, comparait la *Libre Parole*, assignée par M^e Labori, au sujet de certains articles, dans lesquels des doutes étaient élevés sur l'authenticité de la blessure que, le 14 août dernier, à Rennes, il reçut dans le dos.

M^e Mesnard sollicite, pour la *Libre Parole*, le renvoi à quinzaine.

M^e Labori demande que l'affaire soit retenue, ce à quoi le tribunal fait droit.

M^e Ménard déclare a ors faire défaut.

Après les dépositions des témoins de M^e Labori, parmi lesquels M. Gast, le docteur Reclus, M. Viguié et le colonel Picquart,

